

INTERVENTION UNITAIRE JEUDI 27 JANVIER 2022

Salariés du public et du privé, jeunes, retraités, privés d'emploi, aujourd'hui nous sommes rassemblés pour nos salaires, nos emplois et de meilleures conditions de travail et de vie.

Plus de 170 mobilisations pour les salaires et l'emploi sont organisées ce jeudi 27 janvier à l'appel de la CGT, FO, FSU, Solidaires, Fidl, MNL, Unef et UNL.

En France, les dernières mesures annoncées pour faire face à la Covid confirment la priorité donnée aux intérêts du capital même au prix de la santé des travailleurs. D'ailleurs entre novembre 2015, quand l'état d'urgence est déclaré au lendemain des attentats de Paris, et mars 2020, quand l'état d'urgence est à nouveau déclenché pour faire face à la pandémie de COVID 19, la France aura passé trois des six dernières années en "état d'urgence".

C'est dans ce contexte sécuritaire que nous sommes en grève, en manifestation unitairement aujourd'hui.

Personne ne peut ignorer le contexte social et économique, les augmentations des produits de première nécessité, de l'énergie comme de l'alimentation et finalement du coût de la vie pour toutes et tous, jeunes, actifs, demandeurs d'emploi et retraités.

Personne n'ignore que seuls les salaires, les pensions et les aides et allocations continuent de stagner ou même de baisser au regard de l'inflation, de décrocher par rapport aux qualifications dans le privé comme dans le public. Les salaires se tassent alors que le coût de la vie augmente.

Pourtant l'argent existe pour les riches , écoutez bien !!

En 2021, plus de 300 milliards d'€ ont été captés par les 500 plus grandes fortunes françaises.

La part des bénéfices versés aux actionnaires est passée de 30% dans les années 80, à 85% aujourd'hui.

210 milliards d'€ ont été versés par le gouvernement aux entreprises dans le cadre des plans d'urgence et de relance.

Beaucoup de salariés réalisent que leurs entreprises ont à la fois fait des profits et reçu des aides publiques alors que nous avons de plus en plus de mal à joindre les deux bouts. Les entreprises sont en bonne santé.

Geoffroy Roux de Bézieux, le président du Medef, expliquait même sur France Inter le 6 janvier que les entreprises sortaient « d'une bonne année 2021 » affirmant que « comme il y a eu deux ans de vaches maigres, il y aura des augmentations de salaires. »

Si, dans certains secteurs et entreprises des mobilisations et des négociations ont permis d'obtenir des revalorisations de salaires, trop souvent encore les négociations sont au point mort ou les propositions des employeurs loin du compte.

L'intersyndicale arlésienne CGT, FSU et Solidaires, ne peut s'en satisfaire et n'entend pas en rester là !

Les organisations contestent dans le même temps que le gouvernement ait maintenu sa réforme de l'assurance chômage qui aura pour conséquence d'enfermer de trop nombreux salariés dans des emplois à faible salaire, à temps partiel ou en CDD.

Les retraité.e.s très massivement mobilisé.e.s attendent toujours une réponse pour une augmentation immédiate de leur pension, retraite de base et retraite complémentaire, dont la dernière revalorisation a été plafonnée à un niveau très inférieur à l'inflation.

La jeunesse confrontée à une grande précarité de vie et de travail, à la pauvreté accentuée par la crise sanitaire, économique et sociale doit obtenir une réponse à l'encontre des réformes libérales, de l'éducation, de la formation, de l'assurance chômage décidées par le gouvernement.

Et dans cette situation, les mots « immigration », « quotas d'immigrés », « grand remplacement », « remise en cause du droit du sol » sont utilisés jusqu'au dégoût par un spectre très large dans notre pays et au-delà.

De la droite à l'extrême-droite, le racisme est toujours utilisé comme un projet de société de défense des puissances d'argent. Cette violente attaque idéologique contre la fraternité vise à faire de l'autre « l'ennemi », alors que c'est le capitalisme qui exploite, divise, domine, creuse les inégalités.

Dans ce contexte d'explosion des inégalités, jeunes, actifs, demandeurs d'emploi et retraités nous sommes tous impactés.

L'heure est désormais à la mobilisation de toutes et tous ! Il est urgent et indispensable d'agir toutes et tous ensemble par la grève et les manifestations.

Nous revendiquons :

L'augmentation immédiate des salaires, des traitements, des pensions et des minima sociaux et l'égalité salariale femmes/hommes,

La réduction du temps de travail sans perte de salaire,

Une loi taxant les dividendes et les grandes fortunes,

Une véritable politique de maintien et de développement industriel en capacité de répondre aux besoins de la population et du pays.

Un investissement massif pour des Services Publics de qualité et de proximité, avec du personnel à statut garantissant l'accès aux droits de la population (Santé, Éducation, Énergie, Transports, Communication, Culture...),

Une Sécurité Sociale financée par les cotisations sociales garantissant notre salaire socialisé pour préserver les prestations de l'Assurance Maladie, des Allocations Familiales, des Retraites et de l'Assurance Chômage,

Un rassemblement à l'appel du syndicat CGT de l'hôpital d'Arles aura lieu cet après-midi à 14h devant l'entrée principale pour dénoncer :

- LA FERMETURE DES LITS : à ce jour 25 lits en SSR (Soins de Suite et de Réadaptation) et psychiatrie.
- LA FUITE DES MEDECINS, INFIRMIERS...
- LA PERTE DE LEUR ACQUIS SOCIAUX : interdiction de poser des CA entre Noël et jour de l'an, seulement l'autorisation de poser 1 week-end en CA par an...
- LA FUMISTERIE DU SEGUR DE LA SANTE : Ils demandent une vraie augmentation de leurs salaires (300 Euros) et le dégel du point d'indice.
- LE MANQUE DE MOYEN EN PERSONNEL ET MATERIEL.

Soyons nombreuses et nombreux à les rejoindre.

Unis et déterminés poursuivons ensemble, nos luttes communes, amplifions-les,

Nos organisations envisagent des suites à cette journée de mobilisation. Nous vous invitons à être attentifs et mobilisés pour faire grandir le rapport de force pour le progrès social, pour imposer d'autres choix.